

Doc.N° :

Rapport sur les évènements
en chefferie de Nyantango,
Mai 1960.

Date :

1er juin 1960.

Auteur :

Ruhengeri



884

Administrateur de Territoire
de Kibuye, V.Cl. NIJS.

A Monsieur le Résident Spécial du Ruanda
à KIGALI.

Me référant à votre télégramme chiffré n° 36 20 30 BR, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-dessous le rapport demandé concernant les évènements survenus dans la chefferie du Budaha-Nyantango.

Depuis le mois de novembre 1959, aucun évènement d'importance n'est venu troubler l'ordre dans cette chefferie.

A partir du samedi 14 mai, une tension se manifeste au Budaha par suite de l'incendie de quelques cases tutsi dans la s/chefferie de Cyanyanza. Le dimanche 15 mai, la tension s'accroît et le lundi 16 mai les hutu se décident à mettre le feu aux cases tutsi de la région.

Dès le début de la tension, un peleton se trouve sur place et à partir du lundi il entre en action contre les incendiaires. Dans l'après-midi du même jour une trentaine de personnes sont arrêtées à proximité des cases en flammes.

Vers 20 heures les incendies reprennent de plus belle. Une case flambe à quelques 200 mètres de l'endroit où se trouve le peleton. Tout le monde se précipite, en vain, les incendiaires ont déjà disparu, et aucune trace des occupants de la case. A partir de ce moment et jusqu'à 01 heure du matin nous parcourons en vain les collines du Budaha sans réussir à mettre la main sur un seul incendiaire. Toutes nos tentatives pour arrêter la flambée restent vaines et les incendiaires s'amuse sans méchanceté aucune à nos dépens en allumant partout autour de nous, parfois très près, parfois très loin, sans attenter à la vie d'autrui et le plus souvent après avoir invité les tutsi à enlever leurs objets personnels et en leur souhaitant bon voyage pour le Bugesera.

Aucun cas de vol ni de pillage n'est signalé.

Le bilan de cette journée se chiffre à l'incendie d'environ 150 huttes tutsi. Nulle part les tutsi n'ont essayé de défendre leurs biens, nulle part ils n'ont opposé la moindre résistance aux incendiaires.

Vers le soir, un peleton venant de Gitarama était venu renforcer celui dont je disposais déjà à Kibuye. Le

Le lendemain, un peloton de Para-commando, venant de Nyanza arrive également en renfort vers la soirée. Je dispose ainsi le mardi soir 17 mai de trois pelotons qui se mettent dès la tombée de la nuit à patrouiller dans toute la région.

Malgré un premier appel au calme et nonobstant la présence des troupes, les incendies des cases tutsi reprennent de plus belle à la tombée de la nuit. Chacun est sur pied et se dépense sans compter et en vain. Nous nous trouvons dans l'incapacité totale d'arrêter l'extension des incendies et force nous est de nous rendre compte que toute la population hutu y participe. Le feu s'allume partout en même temps jusqu'aux collines les plus éloignées.

La nuit du mardi environ 350 cases tutsi furent la proie des flammes. Douze arrestations furent opérées.

Dès mardi, j'avais fait savoir que je désirais m'adresser à toute la population le mercredi à 9 heures à Nyanga et à 14 heures à Sanza.

Une foule très houleuse, d'environ 2.000 personnes m'attend vers 10 heures près du hangar semences de Nyanga. Dès mon arrivée elle réclame avec force l'envoi de tous les tutsi à Nyamata. Devant cette foule surexcitée je commence par condamner sévèrement les incendies des cases tutsi et fait un pathétique appel à la conscience publique en demandant à tous de condamner à haute voix les auteurs de troubles. Quelques voix hésitantes et peu convaincues s'élèvent, mais la masse montre par son silence obstiné qu'elle approuve les incendies. Je leur demande ensuite pourquoi elle s'y est livrée et ajoute que de tels agissements ne peuvent en aucun cas servir la cause hutu. Successivement une dizaine de hutu prennent la parole pour me dire qu'ils ont peur des tutsi qui continuent sans cesse à répandre des faux bruits et on fait savoir par le truchement de quelques leaders locaux que le Mwami allait bientôt revenir à la tête d'une armée pour exterminer tous les hutu. D'autres encore m'expliquent que les tutsi reçoivent des tracts de l'Ouganda traitant les belges de chiens, qu'ils préparent une armée dans ce pays et qu'ils viendront bientôt les attaquer avec l'aide des tutsi locaux et que pour empêcher cela ils désirent chasser tous les tutsi de la région. Ils me citent ensuite les noms des tutsi influents qui se rendent régulièrement à Nyanza auprès du Mwami et reviennent ensuite avec des bruits alarmants qu'ils propagent aussitôt dans toute la région. Ils demandent avec insistance que le Mwami soit destitué car il est le roi d'un parti politique et refuse de reconnaître l'émancipation hutu. D'autres encore me communiquent qu'ils ont assez souffert de la domination des hamites; de nombreux cas de spoliation me sont cités.

A un certain moment un interlocuteur me cite le cas de son père fouetté à sang par les tutsi. Sachant par des hommes de confiance que le but des hutu était d'incendier au cours de la nuit suivante toutes les cases restantes (environ 700) je prolonge la discussion afin de trouver une solution permettant l'arrêt des incendies et le maintien dans le apys des tutsi réfugiés, victimes des incendies. Il ne pouvait en effet être question dans mon esprit d'envoyer de nombreux réfugiés à Nyamata, ce qui constituerait une prime à l'incendie dans d'autres régions du Territoire et du dehors. Il était d'autre part de mon devoir de tenter par la persuasion d'arrêter les incendies contre lesquels l'envoi des troupes s'était avéré inopérant, et, dont étaient victimes de nombreux tutsi innocents partageant les mêmes conditions de vie que les hutu. (Le pourcentage tutsi est d'environ 20% au Budaha) C'est alors que je fais la promesse, à la foule assemblée, d'éloigner les fauteurs de troubles aux conditions suivantes:

- 1.-Que les incendies cessent immédiatement.
- 2.-Que les femmes et enfants logés à la belle étoile soient hébergés et que les tutsi ne soient plus inquiétés.
- 3.-Que dès la semaine suivant les hutu participent à la reconstruction des cases brûlées des tutsi qui le désirent.
- 4.-Que le nombre des personnes à éloigner ne dépasse pas cinq par sous-chefferie.

Tous marquent leur accord à ces propositions par des cris de joie mais insistent toutefois pour que tous les fauteurs de troubles soient éloignés immédiatement. Ils citent une moyenne de 20 à 30 par s/chefferie.

Je leur fais savoir que je ne puis accepter ce chiffre et leur en donne les raisons. Finalement ils admettent mon point de vue et je les remercie tous après trois heures de discussion et d'échange de vues.

L'après-midi une réunion analogue eut lieu à Sanza devant environ 1.500 personnes. Là aussi un accord put être trouvé, mais la discussion se prolongea fort avant dans la soirée.

Le résultat de ces consultations populaires fut spectaculaire. La nuit de mercredi, pas une seule case tutsi ne fut incendiée et le Budaha est resté parfaitement calme jusqu'à ce jour.

Le vendredi suivant, 20 familles sur les 500 sinistrés furent envoyées à Nyamata. Tous les autres furent réintégrés et se mirent aussitôt à la reconstruction de leurs cases avec l'aide des hutu.

Parmi les réfugiés indésirables figurent des membres de la famille du Mwami connus depuis longtemps comme auteurs de troubles des plus dangereux. Ceci explique probablement la violente réaction de l'UNAR qui n'a pas estimé devoir alerter l'ONU et le parlement belge lorsque dans d'autres territoires 20,30 voir même 60 % des sinistrés furent envoyés à Nyamata. Il est à souligner encore que les listes des réfugiés indésirables furent établies par les conseils de sous-chefferies (tutsi + hutu) auxquels sont adjoints depuis quelque temps des "abafasha " (personnes influentes désignées par les populations tutsi et hutu en attendant les élections) Ce conseil élargi s'occupe avant tout du maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

Les enquêtes judiciaires pour incendie de cases furent confiées à Monsieur le Commissaire de Police Kamuzinzi, Unariste réputé, qui confirme le mandat d'arrestation pour une quinzaine de personnes. Monsieur l'Agent Territorial Wouters l'assista dans sa tâche.

C'est ainsi que c'est achevé l'épisode des incendies des cases au Budaha dont j'attribue les causes aux faits suivants:

- 1.- Manoeuvres d'intimidation surtout de la part des membres influents de la famille du Mwami, très nombreux dans la région.
- 2.- Importation et distribution de tracts en provenance de l'Ouganda, qui excitent la population hutu.
- 3.- Certains anciens chefs et sous chefs prétendent posséder des armes.
- 4.- Au désir des hutu de venger leurs cinq morts des événements de Novembre. Les premières cases tutsi brûlées furent celles des propriétaires impliqués dans ces affaires.
- 5.- A l'attitude du Mwami dont la personne est fortement critiquée dans la région, et dont la population réclame la destitution.
- 6.- A l'influence des partis Parmehutu qui groupent la totalité des Bahutu de la région (± 80 % de la population) et dont les objectifs trouvent des partisans acharnés au Budaha.
- 7.- Au dernier des faux bruits répandus dans la région (probablement par l'ancien chef Rubayiza) selon lequel le Mwami se rendrait incessamment au Budaha pour exterminer les leaders hutu avec l'aide des
- 8.- tutsi locaux.

L'éloignement de la région par rapport au Chef-lieu du Territoire, et les difficultés d'accès.

- 9.- La proximité du Kingogo et du Ndiza.

Le samedi 28 mai 1960, des incendies de cases tutsi sont signalés au Nyentango. Je me rends immédiatement sur place et fais venir un peloton de Commando d'Astrida. La nuit de samedi une vingtaine de cases flambent. Deux incendiaires sont arrêtés.

Le dimanche 29 mai, je réunis la population à Birambo et à Kibingo (entre Birambo et Kirinda). Je fais appel au calme et trouve beaucoup plus d'écho qu'au Budaha, mais on me réclame toutefois l'envoi au Bugesera de tous les tutsi à commencer par ceux dont les cases ont été brûlées.

Je puis exercer ici suffisamment d'ascendant pour pouvoir m'y opposer catégoriquement (chose impossible au Budaha). Tous me promettent finalement de respecter les cases des tutsi et se déclarent d'accord à ce que les sinistrés reconstruisent. Ils ajoutent cependant qu'après les élections ils décideront leurs conseillers au départ du plus grand nombre des tutsi dont ils citent les noms et dont plusieurs se trouvent présents. Un moment donné, un Unariste notoire veut s'adresser à la masse mais ses paroles sont accueillies par des rires. Je demande ensuite à la population de faire confiance aux " Abafasha " (6 hutu et 4 tutsi élus par le peuple) ainsi qu'aux membres du Conseil de Sous-chefferie, et, de porter devant ce Conseil élargi les cas des fauteurs de troubles.

La nuit de dimanche à lundi reste calme mais une certaine tension subsiste. De nombreuses listes me parviennent, rédigées par des groupes de personnes et par des conseils élargis (tutsi et hutu) demandant l'envoi de tel et tel tutsi au Bugesera. Je tempore et renvoie les listes aux Conseils, les invitant à donner plutôt un avertissement aux intéressés et à patienter jusqu'aux élections.

Je tiens encore à signaler qu'au Budaha aussi bien qu'au Nyantango les tutsi m'ont remercié à plusieurs reprises pour les interventions en leur faveur. Ils considèrent l'éloignement de quelques incurables comme la seule solution susceptible de ramener dans la région un climat de calme et de confiance en attendant les élections.

Hormis la Commune provisoire de Sanza où ils furent absents, les tutsi assistèrent partout très nombreux aux consultations populaires et participèrent aux discussions souvent dans un sens d'apaisement, parfois aussi, en dénonçant ceux des leurs dont les agissements constituent une menace à la paix publique.

L'Administrateur de Territoire. V. Cl. NIJS.